

SYNTHÈSE DE LA DISCUSSION DU FSN FORUM
INTÉGRATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE
DANS LES PLATES-FORMES POLITIQUES
DU 27 MAI AU 26 JUIN 2008

(compte rendu disponible à
http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/PROCEEDINGS_Mainstreaming_FSN.doc)

I. POINTS SOULEVÉS

- Les politiques nationales présentent des lacunes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (SA&N) (M. Immink) :
 - En général, la sécurité alimentaire est considérée comme une préoccupation majeure du secteur agricole, tandis que la nutrition apparaît relever du secteur de la santé.
 - On prête très rarement une attention adéquate à une approche sur deux fronts de la sécurité alimentaire, faisant porter un accent égal sur l'accès à la nourriture et des mesures de protection sociale (réseaux de sécurité alimentaires et non alimentaires) comme composants importants des stratégies de sécurité alimentaire.
 - Les liens entre pauvreté-alimentation et nutrition sont souvent négligés dans les déclarations de politiques nationales. Même quand il existe une politique de sécurité alimentaire et de nutrition, on prête peu d'attention à son harmonisation avec les politiques sectorielles pertinentes ou à sa mise en œuvre par intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux plans de développement locaux

II. OPINIONS ET SUGGESTIONS

- **Suggestions concernant l'intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la planification et les politiques nationales :**
 - Il faut apporter des preuves solides au niveau du terrain que le secteur agricole peut effectivement contribuer à améliorer la SA&N. Les tentatives de résolution des problèmes nutritionnels par l'intermédiaire des secteurs de la santé en ont apporté suffisamment à elles seules, mais pas vraiment dans le contexte d'atteindre la sécurité nutritionnelle là où l'accès à la nourriture posait problème. (B. Nandi)
 - Dans les régions tribales l'accessibilité géographique constitue le principal facteur limitant, dont il faut tenir compte dans toute planification. Dans ces régions, il faut une vision intégrée de l'ensemble des sources de moyens d'existence et de leur développement futur sur une base géographique. (K. D. Singh)
 - Intégrer la SA&N à la réduction des risques de catastrophes naturelles rendra la population plus résiliente quand elles se produiront. Par exemple, PIKUL (une ONG locale de la région de East Nusa Tenggara, en Indonésie) possède un programme de sécurité alimentaire lié à la réduction du risque de catastrophe naturelle. (A. Y.C Sutarto)
- **Suggestions d'amélioration de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition :**
 - L'agriculture durable pratiquée par de petits exploitants constitue une solution au problème de la SA&N en Inde. Les politiques nationales devraient comporter une politique d'agriculture durable. (R. Banerjee, P. Pande, P. K. Patnaik)
 - La promotion de moyens d'existence basés sur des ressources naturelles pourrait constituer une alternative supplémentaire permettant d'améliorer la SA&N à tous les niveaux. Il faut intégrer le développement durable des bassins versants à des pratiques

d'agriculture durable. (P. K. Patnaik)

- Utiliser les comités de gestion conjointe de la forêt (JFMC) pour dispenser formation et information sur la protection des terres et de l'eau peut en optimiser l'utilisation (Inde). (S. Gopalan)
- Créer des entrepôts communautaires pour le stockage des céréales alimentaires. Si cela peut être affiné jusqu'à assurer la sécurité alimentaire de toute l'année pour la communauté et qu'un système est mis en place pour reconstituer les stocks après chaque récolte avec rémunération des agriculteurs, les ventes en catastrophe après récolte et la famine ultérieure seraient évitées. (S. Gopalan)
- Adopter et promouvoir la Gestion intégrée post récolte (IPHM) peut générer une amélioration des revenus suffisante pour mettre fin à la pauvreté et à la SA&N. (S. Roy)

Utiliser des programmes de cantine scolaire : les programmes de cantine scolaire luttent contre la faim chez les enfants les plus pauvres et favorisent leur scolarisation. On les considère en général comme un type de programme de bien-être dont quelques avantages atteindront peut-être les pauvres. En Inde, une étude faisant appel à la méthodologie Health Systems Research (HSR) a été menée pour en évaluer l'impact. (V. Nambiar).

Les programmes de cantine scolaire ne constituent qu'une partie de la solution au problème de la malnutrition infantile et devraient compléter les programmes visant les mères et les enfants plus jeunes, d'âge préscolaire. (A. Jones)

Lacunes des programmes de cantine scolaire :

- Les personnes qui les appliquent ne comprennent, ni leur importance, ni leurs objectifs. (K S Karnic)
- Les populations locales ne sont pas correctement impliquées (par exemple, en fournissant de la nourriture). (K S Karnic)
- Absence d'experts nutritionnistes et faible qualité des repas. (N. Tekale)

Suggestions d'amélioration des programmes de cantine scolaire :

- Appliquer l'approche basée sur les droits pour reconnaître de manière plus explicite les rôles des détenteurs des droits et des responsables (« duty bearers ») (G. Kent)
 - Diversifier le type et les sources d'aliments, tels que aliments fermentés riches en minéraux et en vitamines, intégration de légumes feuillus produits localement, modification de la formule nutritionnelle en fonction des céréales disponibles localement, etc., légumes produits dans des jardins scolaires et familiaux, participation des groupes autonomes de femmes à la production de denrées alimentaires (N. Tekale)
 - Il faudrait confier la préparation et la gestion des repas à un personnel distinct des enseignants. (B. P. G Swamy)
 - Utiliser des méthodes culinaires écologiques (B. P. G Swamy)
 - Introduire des plats instantanés de qualité, dont la préparation est plus rapide (B. P. G Swamy)
 - Cuisine collective pour les écoles des environs avec ressources humaines limitées (B. P. G Swamy)
 - Évaluer les impacts sur les résultats scolaires des enfants et leur état de santé (B. P. G Swamy)
- Il est important de résoudre l'insécurité alimentaire urbaine pour améliorer la situation de la SA&N. Voici quelques suggestions d'amélioration en la matière (D. Sharma, A. Srivastava, V. Sethi) :
 - Grâce à la cartographie et à la mise en œuvre de programmes de sécurité alimentaire, les municipalités jouent un rôle essentiel dans la localisation des poches de bidonvilles vulnérables. La cartographie des boutiques à prix équitables

existantes et des centres ICDS permettra d'assurer la répartition spatiale équitable de ces établissements.

- Création de comités urbains de surveillance et d'évaluation pour assurer le fonctionnement optimal du PDS
- Création de comités de coordination des « wards » avec tous les intéressés (élus, société civile, avec une préférence pour de véritables représentants des pauvres des bidonvilles, dont des femmes)
- Conseiller l'inclusion de céréales alimentaires locales/culturellement compatibles dans la liste existante des céréales du PDS
- Encourager et former les SHG des bidonvilles et les groupes des communautés à ouvrir et gérer des magasins à prix équitables et aider les agents de l'ICDS à promouvoir des pratiques nutritionnelles adéquates au niveau des ménages et des communautés
- Faciliter l'amélioration des compétences, la formation et les liens avec les employeurs potentiels, ainsi que l'accès au crédit équitable

▪ **Il faudrait regrouper les problèmes communs pour ordonner les enseignements de l'intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dont (J. Opio Odongo) :**

- le type de résultats recherchés par l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition ;
- les différents intéressés (nationaux et externes) impliqués et la contribution que l'on attendait d'eux, individuellement et collectivement, pour atteindre les résultats, ainsi que si ces attentes ont été atteintes ;
- les stratégies de communication utilisées pour renforcer les perspectives d'inscrire les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans l'agenda des politiques. Manière dont les stratégies ont aidé à renforcer l'importance de la sécurité alimentaire/nutrition comme préoccupation à la fois de politique publique et de développement humain ;
- les stratégies d'intégration mises en place par l'organisme responsable au premier chef de la promotion de l'intégration ;
- savoir si les méthodes utilisées combinaient « l'intégration papier » (intégrer les problèmes de SA&N aux politiques nationales ou sectorielles) avec la tâche difficile d'obtenir une augmentation des enveloppes budgétaires allouées à la sécurité alimentaire et à la nutrition ;
- la mesure dans laquelle les points effectivement intégrés ont été mis en œuvre ;
- les mécanismes de suivi utilisés pour évaluer l'avancement vers les résultats souhaités de l'intégration ;
- les bonnes et les moins bonnes surprises concernant le portefeuille croisé des processus et des produits d'intégration.

III. INITIATIVES PERTINENTES

▪ **Initiatives couronnées de succès en matière d'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition aux politiques nationales :**

- Le **Backward Regions Grant Fund (BRGF)** indien est un fonds basé sur les besoins utilisé essentiellement pour des activités de lutte contre la pauvreté régionales et conçu pour rectifier les déséquilibres régionaux de développement. Il fournit des ressources financières qui complètent les apports existants pour le développement dans les plans des États (PIP). Un usage rationnel et logique de ce fonds, principalement l'intégration d'initiatives de lutte contre la pauvreté avec le Food and Nutritional Security, a été proposé. On trouvera davantage d'informations à <http://www.brgf.gov.in>. (**S. H Naqvi**)

- Le projet « **Integrated Rural Development of Fishing villages in Sierra Leone** » (Afrique de l'Ouest), financé par le PNUD et le FENU et mis en œuvre par la FAO : l'objectif du projet était holistique et visait le développement de 11 villages de pêcheurs. L'idée de l'intégration était de dispenser une formation pour améliorer les moyens d'existence, d'organiser les populations afin d'élaborer un plan pour les villages et un mécanisme de développement par l'intermédiaire de coopératives villageoises, de fournir les intrants nécessaires à crédit et de gérer les fonds autorenouvelables, ainsi que de commercialiser les produits sur des marchés plus importants des districts afin d'en tirer un prix plus élevé. Les enseignements de ce projet et la nature similaire des projets fournissent une **base au processus de planification de l'intégration des politiques de réseaux de sécurité** (alimentaires, nutritionnels et sanitaires) **dans les plans et les programmes de réduction de la pauvreté. Enseignements** : il faut faire pression sur les planificateurs à tous les niveaux pour qu'ils allouent aux communautés des fonds adéquats pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un point encore plus pertinent quand les prix des marchandises agricoles dépassent le pouvoir d'achat des pauvres et affectent les moyens d'existence de millions de pauvres dans les pays en développement. (M. Upare)
- Le travail effectué en Afrique de l'Est pendant les années 1980, par exemple en Zambie, où les étudiants du NRDC (National Rural Development College) et d'autres se formant à des emplois dans l'agriculture et à d'autres postes de développement rural suivaient ensemble des cours sur le suivi de la croissance, la surveillance, la supplémentation et la préparation des aliments de sevrage. Ceux qui suivaient des études de nutrition ont été employés comme nutritionnistes de district, des postes où ils étaient bien placés pour élaborer des initiatives locales en coordination avec les collègues travaillant dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'éducation avec lesquels ils avaient fait leurs études. L'idée était bonne, mais la mise en œuvre a été érodée par l'effondrement de l'économie zambienne. (J. Appleton)
- **Expérience d'intégration de la SA&N au Soudan de J. Appleton** : elle a travaillé avec des consultants nationaux pour résoudre des problèmes nationaux et de nombreux problèmes locaux dépassant la triade agriculture-santé-éducation. Non seulement ils ont déterminé le travail à mener dans ces secteurs, les priorités et les personnes qui pourraient ou seraient nécessaires pour l'exécuter, mais ils ont aussi ajouté beaucoup d'autres choses aux stratégies sur lesquelles ils ont travaillé, affectant des rôles clés également ... aux médias et à l'industrie alimentaire. En dépit des objections de la cellule de crise, ils ont classé les crises au Darfour, au Kassala et ailleurs comme des échecs d'un système qui devait protéger les pauvres, comme le prévoyait la politique principale, et ont mis en avant d'autres étapes politiques et de paix à suivre parallèlement au soutien supplémentaire à apporter à ces populations. Un projet de politique a été rédigé. (J. Appleton)
- **Initiatives réussies d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle :**
 - Projet mis en œuvre par l'ICAR sous la direction de Jai Vigyan-NATP (<http://pib.nic.in/feature/fe0699/f0806991.html>) pour assurer la SA&N des ménages dans les régions tribales, montagneuses et retardées pendant les années 2000-2005 : le projet a adopté 2 approches. La première consistait à fournir aux pauvres des emplois garantis dans la construction de routes, le développement des terres, des activités de protection des sols et de l'eau et d'autres activités de développement. La seconde visait à développer la création de micro entreprises basées sur les ressources locales, par exemple, élevage de bétail à lait et à viande avec petite transformation de la viande et du lait, culture de fruits et de légumes, soit en jardin potager, soit en petite agriculture, et leur transformation et conservation. (R. T. Patil)
 - En Inde, de nombreuses interventions ont amélioré l'état de l'alimentation et de la nutrition, dont les jardins familiaux, scolaires et dans les cours, le développement de pépinières locales pour la culture de fruits et légumes et de graines, la transformation

locale des aliments, la formation des femmes et de groupes autonomes à ces activités et la participation des membres du Panchayat local. (I. Chakravarty)

IV. RÉFÉRENCES

- "Sustainable Agriculture: a pathway out of poverty for India's rural poor" (P. Pande) (http://www.mamud.com/sustainet_india.htm)
- Nutritional Quality of Organic Versus Conventional Fruits, Vegetables and Grains (OP Rupela) http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?r=333
- List of publications supporting organic agriculture (OP Rupela) http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/OF%20nutrition%20lit.doc
- ICDS and Right to Food, *Economic and Political Weekly*. Vol. 41, No. 45 (November 11, 2006) (G. Kent) <http://www2.hawaii.edu/~kent/ICDS%20and%20Right%20to%20Food.pdf>
- Designing Rights-Based School Feeding Programs" (G. Kent) <http://www2.hawaii.edu/~kent/Designing%20Revision%202.doc>
- In India, there has been many programmes which mainstream FSN, some of the details of the programmes and progress can be accessed at (P. Ramachandran) http://www.nutritionfoundationofindia.res.in/publication_others.asp